Numéro 19

La Plume

Février 2017

laplumedauphine.fr

Journal La Plume de Dauphine
Bisemestriel gratuit n°18
Université Paris-Dauphine
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75775 Paris Cedex 16, France
Association loi 1901

Directrice de publication : Hannah Schlosser
Secrétaire de Rédaction : Blanche Chatelon

Chefs de rubriques
Actualités Dauphine : Justine Moynat
Décryptage économique : Charles Guion de Méritens
Débat de société : Samuel Abettan
Culture : Charles Moulinier-Becher
Sport : Julie Hounsinou
International : Armelle Jouan
Bons Plans : PARIS-CI
Tribune : Blanche Chatelon
Dossier : Lisa M

Mise en Page : Alexia Watel, Lucile Piedfer, Lisa Laurence, Justine Moynat, Elodie Graziani, Julie Hounsinou, Isella Mortier, Julie Varisellaz, Alison Delpérié, Philippine Richer, Emilia Swieciochowska, Gabrielle Lévy, Mickael de Sousa.

Dessins : Patrick Cohen, Elodie Graziani, Julie Varisellaz.

Impression : Imprimerie XGS

La Plume est un journal d'opinion et, à ce titre, n'est pas tenu de présenter des articles neutres et impartiaux. Le contenu de ce journal est indépendant de la direction de l'Université et des associations étudiantes. Les textes n'engagent que l'auteur et ne reflètent en aucun cas l'opinion de l'Université ou des autres collaborateurs du journal.

Les textes publiés n'engagent que l'auteur et ne reflètent en aucun cas l'opinion de PSL Research University.
ISSN 2260-9857
Textes et images tous droits réservés à La Plume.

Retrouvez nous sur *www.laplumedauphine.fr* et suivez-nous sur Twitter *@LaPlumeDauphine* !

Conseil d'Administration
Présidente : Hannah Schlosser
Secrétaire Générale : Julie Hounsinou
Vice-Présidente : Julie Montaudouin
Trésorier : Thomas Van Den Plas
Secrétaire de Rédaction : Blanche Chatelon
Secrétaire Technique, Communication et Création : Elodie Graziani
Secrétaire Partenariats et Vie Associative : Pierre-Marie Péneau

L'équipe : Samuel Abettan, Pierre Adeikalam, Elisa Aidan, Théo Anfossi, Annaelle Assaraf, Matthew Baptista Fontes, Sixtine Bigot, Adrien Bodenes, Juliette Broudin, Blanche Chatelon, Paul Chevret, Lorraine Chouteau, Youssef Chraibi, Jonathan Cohen, Netaniel Cohen, Alexandre Cote, Julien Da Sois, Stella de Feraudy, Mickael de Sousa, Paul de Viry, Alison Delpérié, Louis Fonteneau, Mathilde Forest, Vincent Galliot, Diane Gamba, Hugo Garcia, Elodie Graziani, Charles Guion de Meritens, Julie Hounsinou, Armelle Jouan, Laure Lamarque, Lisa Laurence, Mathieu Le Bars, Gabrielle Lévy, Caroline Mizon, Julie Montaudouin, Isella Mortier, Lisa M, Charles Moulinier-Becher, Justine Moynat, Olivier Pasquier, Pierre-Marie Peneau, Lucile Piedfer, Philippine Richer, Louis Roy, Marine Saint Faust, Hannah Schlosser, Emilia Swieciochowska, Anas Tabib, Robin Taillefer, Neyl Tazi, Thomas Van Den Plas, Julie Varisellaz, Alexia Watel, Yannis Zitouni.

Nos partenaires

DAUPHINE UNIVERSITÉ PARIS

CROUS

PSL

Edito

Blanche Chatelon, DEGEAD2

Ah Dauphine, notre université bien aimée ! Université vous avez dit ? Cela n'est pas si évident ! Laissez-moi vous rappeler que nous nous définissons tout de même comme le parfait équilibre entre université et grande école. Une institution à part, qui allie le meilleur des deux mondes ! Dauphine s'est toujours positionnée comme une université un peu différente, innovante, mais d'où lui vient cette ambition ? Nous y passons nos journées sans vraiment la connaître, retournons en arrière pour découvrir son histoire...

Mais 68, les étudiants sont dans la rue. Face au mécontentement général, le ministre de l'éducation, Edgar Faure, propose une loi qui a pour ambition de réformer le système universitaire français. Le brave homme en sera récompensé par un amphi à son nom, et pas n'importe lequel en plus ! De cette loi naît l'université Paris-Dauphine, qui a pour vocation de rénover – en toute modestie – le fonctionnement pédagogique universitaire français.

Université expérimentale, les cours magistraux y seront quasiment proscrits, laissant place à des enseignements en petits groupes, jugés plus stimulants pour les étudiants : nos fameux TD. De même, les partiels sont à l'origine bannis du modèle Dauphinois, où l'ensemble de l'évaluation devait se faire par contrôles continus. Une idée qui sera malheureusement abandonnée par la suite, car trop difficilement réalisable, pour notre plus grand désarroi ! Autre caractère innovant, la pluridisciplinarité des enseignements, inspirée des plus grandes écoles anglo-saxonnes, y est de mise. L'ambition de l'université Paris-Dauphine ? Créer une Harvard Business School à la française, rien que ça !

A projet hors du commun, lieu qui l'est aussi. L'université est créée dans les anciens locaux de l'OTAN, Porte Dauphine. Dans les rénovations très peu d'amphithéâtres sont construits, toujours dans l'objectif de favoriser les cours en petits groupes. Peu à peu, l'établissement se développe jusqu'à obtenir, en 2004, le statut de Grand Établissement. Plus que d'une simple particularité pédagogique, Dauphine profite maintenant de divers privilèges, dont le droit de sélectionner ses étudiants ou encore de fixer les frais d'inscription. Force ou injustice, le débat resurgit régulièrement et divise, au sein de l'université comme chez ses concurrents.

Accréditation EQUIS, entrée au sein du groupe PSL (Paris Sciences et Lettres), les distinctions se succèdent pour notre chère université, qui augmente fortement en sélectivité par la même occasion. Ouverture à l'international, pluridisciplinarité, haut niveau et très forte reconnaissance de ses masters, il semblerait que Dauphine ait tout de l'école idéale. Pourtant, les Dauphinois font parti des étudiants les plus stressés de France, et nombreux sont ceux parmi nous qui ne se reconnaissent pas dans l'enseignement qu'ils reçoivent, ni dans le fonctionnement du cursus. Contrôles continus trop nombreux auxquels viennent s'ajouter les partiels (à Charenton de surcroît !), pédagogie inversée très demandeuse en travail personnel, peur de ne pas pouvoir partir à l'étranger ou de ne pas être accepté en master, la pression ressentie est souvent très forte.

La question est de savoir s'il s'agit d'un mal propre à notre chère université, ou d'un problème commun au système d'enseignement supérieur français, qui serait notamment dû au climat économique peu favorable qui règne en ce moment. Pour cela, encore faut-il savoir à quoi il ressemble, notre modèle d'enseignement supérieur. Pas d'inquiétude de ce côté là, La Plume a pensé à toi et t'a concocté tout un dossier, afin de comprendre enfin ce que c'est que d'étudier en France !

Actu Dau 4
Dauphine à l'aube des présidentielles

International 8
Les monarchies
Le business des voyages humanitaires

DOSSIER 10
Des études vraiment supérieures ?

Culture 14
A la découverte de la Norvège
La nouvelle Sagrada Familia

Décryptages 16
Le revenu universel
Le crépuscule de la vérité

Sport 18
Les Jeux à Paris en 2024 ?
Handball "made in France"

Débats 20
La crise démographique en Allemagne
Elections

Tribune 22
Enseignement supérieur émancipateur

Bons Plans 23
Mamie Gateaux, le bar Ourcq, Rachel's

Dauphine à l'aube des présidentielles

2016 a été une année chargée en surprises politiques, pour le meilleur comme pour le pire.
24 juin : Les Britanniques votent le Brexit.
8 novembre : Donald Trump bat Hillary Clinton a plates coutures en termes de grands électeurs.
Pourtant, des raisons d'espérer subsistent.
24 novembre : Le nouvel accord de paix entre les FARC et le gouvernement est ratifié.
4 décembre : Après divers problèmes dans l'organisation du scrutin, le vert Alexander Van der Bellen est porté à la présidence d'Autriche, mettant ainsi en déroute le candidat de l'extrême droite, Norbert Hofer.
A l'aube des présidentielles françaises, Actu Dau a voulu vous donner la parole sur Trump, le Brexit et vos intentions de vote pour 2017, tout en vous proposant quelques pistes de réflexion avec l'interview de Dolph'in Mun.
En espérant que ce format un peu plus interactif vous plaise, bonne lecture !

Justine Moynat

Tous Trumpés ?

Tout le monde se souvient du 8 novembre 2016. La claque générale. Donald Trump, discrédité et décrédibilisé depuis des mois s'est finalement imposé face à Hillary Clinton. Que faisiez- vous ce soir-là ? Certainement si vous étiez en France, vous étiez tout simplement en train de dormir et suivre l'édition spéciale de BFM TV le lendemain matin vous a donné une sensation de gueule de bois. Mais peut être aussi avez-vous suivi durant la nuit l'évolution des votes et des swing states en live, les yeux rivés sur CNN. Ou encore, bien sûr, étiez-vous en train d'actualiser les pages d'accueil des réseaux sociaux. Quoiqu'il arrive, ce soir-là, La Plume était connectée sur la page Facebook incontournable de tous les Dauphinois : le mur de Promo.

Durant toute la soirée électorale (et les jours qui ont suivi, il faut l'avouer), des Dauphinois de France et d'ailleurs ont posté des messages tantôt ironiques, tantôt cinglants, tantôt sarcastiques. Les mèmes et montages photo y ont remporté leur plus franc succès, comme celui du fameux Jawad qui avait annoncé "n'avoir qu'hébergé" les terroristes des attentats du 13 novembre à Paris. On a donc pu retrouver sur le mur de promo "Les Américains ? Oui je peux les héberger !". On a pu également trouver, évidemment, des incontournables images parodiques d'émissions télévisées comme la fameuse "sentence est irrévocable" de Koh Lanta, appliquée cette fois-ci aux Mexicains que Donald Trump porte haut dans son coeur.

Mais le plus gros buzz reste le "Big up à tous les Dauphinois qui assistent à la fin du monde en direct", qui a rafflé plus de 1000 mentions "J'aime". Ce big up est adressé à près de la moitié de la promo des L3 en échange autour du monde, dont nombre d'entre eux en Amérique du Nord.

Enfin bien sûr, la victoire de Trump a déjoué les paris. Les gens pariant sur lui ont longtemps été pris pour des fous, et ce soir-là certains ont gagné jusqu'à plus de quatre fois la somme pariée. Dans l'esprit des articles du Gorafi (ou de la Me-Plu, notre Gorafi local), un post salue "la personne qui a parié deux euros sur Trump et qui serait maintenant capable d'acheter les parts de Google, Apple et Facebook".

Et bien sûr, un vent d'espoir a tout de même soufflé parmi les Dauphinois, si Trump est capable de se hisser à la présidence des Etats-Unis, tout est possible pour valider son semestre !

Armelle Jouan,
L3 Gestion

Nous sommes partis questionner les dauphinois à propos d'un sujet qui nous concerne tous. Alors, que pensez-vous du Brexit ?

▲ *Caricature par Patrick Cohen*

3 questions au Dolphin Mun, représenté par Vladmir Aysine

Peut-on dire qu'il existe à l'heure actuelle une sorte de « citoyenneté mondiale » ?

Au sein du modèle des Nations Unies de Dauphine, beaucoup de membres ont des doubles, voire triples, cultures, il existe donc une citoyenneté mondiale, parce que des gens croient aux valeurs de l'ONU et à la coopération internationale. Après, le fonctionnement du Conseil de sécurité de l'ONU rend compte des différences de vision et de stratégie, préférées aux intérêts globaux. Néanmoins, je pense que l'on peut parler d'une telle citoyenneté car, par exemple, de nombreuses personnes se rendent compte que la situation à Alep n'est pas acceptable.

Devant la généralisation des zones de libre-échange, et la libre circulation des hommes, le critère d'appartenance à un pays te paraît-il toujours aussi pertinent pour mener la réflexion ?

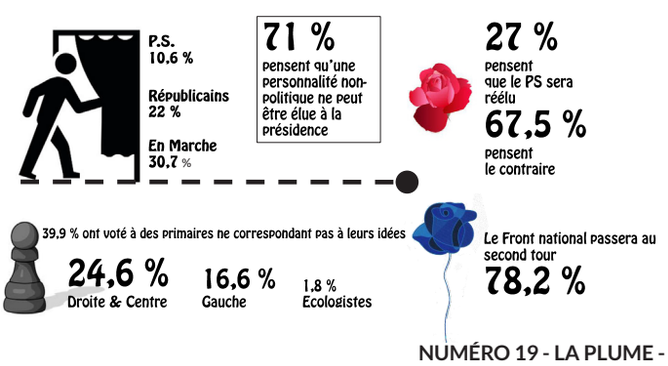
Durant nos simulations, ce qui est intéressant c'est de se rendre compte du point de vue de l'autre, à propos de pays inconnus auparavant. Cette tâche d'appropriation n'est pas facile, et c'est parfois compliqué de trouver un accord lors des simulations. Je pense que l'on ne peut pas dire que l'on agit qu'au niveau international ou régional. Il faut se forcer à traiter les problèmes à l'échelle globale, plutôt qu'à la seule échelle locale.

Au vu des récents événements internationaux y aurait-il des modifications à apporter à l'ONU, pour assurer une plus grande stabilité mondiale ?

Les membres de l'ONU eux-mêmes se demandent si le droit de veto ne devrait pas être modifié, au vu du blocage des décisions qu'il entraîne. Une idée serait d'instaurer l'obligation de l'approbation par au moins deux membres du Conseil de sécurité pour que le veto soit effectif. D'un autre côté, le retirer pourrait être très dangereux, et facteur d'une forte instabilité institutionnelle, comme l'a prouvé l'intervention américaine en Irak, malgré un véto. Selon moi, le souci principal est un manque de volonté de coopérer entre les Etats-Unis, la Russie et l'Europe. Il faut se mettre d'accord, et respecter la charte de l'ONU et ses valeurs.

Theo Anfossi, DEGEAD 1

Comment parler de changements et d'incertitudes sans évoquer le prochain grand rendez-vous politique français que représente l'élection présidentielle ? Qu'en attendons-nous ? Pour qui allons-nous voter ? Condensé de quelques 400 réponses de Dauphinois !



► *Infographie par Nathan Van Laere, d'apres un sondage realise par Lorraine Chouteau*

La Dauphinoise se met à la politique

Au 1er janvier – peut-être pas encore remise de la soirée de la veille – j'ai pris une unique résolution « Faire entendre ma voix ». Et quoi de mieux, en cette année électorale, que de se mettre à la politique pour essayer d'atteindre un tel but ? Après tout, la Dauphinoise n'est pas plus illégitime qu'un certain christ cosmique… Vous commencez à en avoir l'habitude, mes chroniques essaient, en toute modestie, de vous expliquer la vie. Alors voilà, en exclusivité, ce que m'a appris ma toute récente expérience sur la façon d'être le meilleur en politique.

1- Un homme blanc, quinquagénaire, issu des classes sociales supérieures tu seras

Une femme ? I-M-P-E-N-S-A-B-L-E ! Une femme ça caquette, ça se fait siffler pour sa robe à fleurs, ça extériorise ses émotions, et on n'est pas là pour perdre notre temps avec des jérémiades.

Un jeune ? Il ne croit plus en rien ni personne et il est désabusé. En plus, il passe son temps sur les réseaux sociaux, ce n'est pas comme ça qu'on fait des réformes !

Un individu issu d'une minorité ethnique ? Vous voulez vraiment qu'on vire dans le communautarisme ?

Le changement, ce n'est pas pour maintenant. Restons dans ce qui existe depuis des années. Après tout, les politiques représentent convenablement la France dans toute sa diversité non ? Spoiler Alert : Non. La Constitution Européenne, refusée, il y a 12 ans, à 55% en France, aurait été acceptée si elle était passée par le Parlement.

2- Un semblant de convictions tu auras

L'idéal c'est de tabler sur la sécurité, domaine bien en vogue aujourd'hui. Les gens ont peur et il faut les convaincre qu'un terroriste ne viendra pas faire exploser leur abri de jardin. On ne lésine pas sur les termes rassurants.

Ce qui fonctionne bien aussi c'est de donner l'impression d'avoir l'ascendant sur nos partenaires internationaux même si on sait tous que c'est faux. La politique est avant tout une affaire d'esbroufe et de poudre aux yeux.

L'environnement c'est accessoire. Parole de Dauphinoise, vous aurez l'argent nécessaire pour vous acheter une BMW avec le « Crit'Air » correspondant et pouvoir rouler pendant les pics de pollution.

3- Ta communication tu soigneras

On y va de son petit tweet énigmatique du type « *C'est compliqué la vie* ». Les bonnes gens ont tout de suite l'impression que notre vie est compliquée et énigmatique. Et ils veulent apprendre à mieux nous connaitre.

Après, une possibilité est d'enchainer sur un livre révélant tout ce qui a pu être fait au cours de notre mandat. A manier avec précaution néanmoins pour ne pas risquer la destitution et les poursuites judiciaires. L'idée est de se faire connaitre des électeurs, de se « normaliser », pas d'avoir un casier.

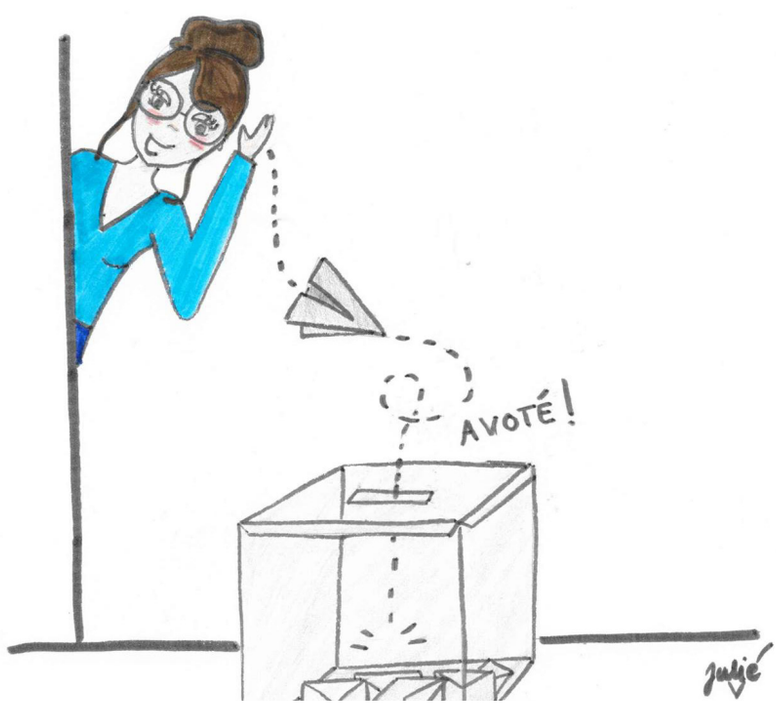
4- N'oublie jamais que « Tu es un gagnant Serge »

Il n'a pas gagné la primaire mais a fait rire (ou pleurer ?) la France avec sa connaissance hasardeuse du prix des pains au chocolat. Elle n'est toujours pas présidente mais essaie de contribuer au débat en proposant la fin de la scolarité gratuite pour les enfants nés de parents étrangers. Il n'est que moyennement soutenu par le Parti Communiste mais a plus de 130 000 abonnés YouTube.

En politique, la victoire est souvent ténue, petite et résulte d'un travail de longue haleine. Ne te laisse pas décourager jeune padawan car, comme disait mon grand-père, « tout vient à point à qui sait attendre ».

« *Il faut que tout change pour que rien ne change* » écrivait Le Guépard. Essayons alors d'insuffler ne serait-ce qu'une once de changement afin que ces quatre conseils deviennent de vastes blagues. Pour élever le débat politique, favoriser la représentation et « faire entendre vos voix », Dauphinois, à vos bulletins.viendront vite, parole de Dauphinoise.

La Dauphinoise.



◀ *Dessin par Julie Varosellaz*

Ils sont passés par Dauphine : Geoffroy Bazin

Geoffroy Bazin, actuel directeur général de BNP Paribas en Suisse, fait également parti du conseil d'administration de l'association Pour un Sourire d'Enfant depuis 8 ans. Il revient aujourd'hui, pour La Plume, sur son parcours dauphinois.

Avez-vous fait tout votre parcours à Dauphine ?

Je suis en effet un "pur" Dauphinois ! J'y ai effectué mes cinq années d'études supérieures après le BAC obtenu en 1981. J'ai obtenu la maîtrise de sciences et techniques comptables et financières (MSTCF) en 1985, donnant accès à l'expertise comptable, puis un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS n°203) sur les Marchés Financiers Internationaux et de Matières Premières en 1986.

Dauphine m'a en particulier apporté un bagage de connaissances académiques et techniques très complet, mais aussi une capacité de travail renforcée, de la rigueur et de la capacité à s'organiser pour mener de nombreux travaux en parallèle.

Qu'est ce que vous a apporté votre expérience universitaire ?

En 1981, Dauphine était déjà une université prisée, sélective et reconnue pour la qualité de son enseignement spécialisé notamment dans le domaine de la Finance. Tant la MSTCF que le DESS 203 étaient réputés pour leur sélectivité et pour l'importance du travail à fournir. Avec moins d'une cinquantaine d'étudiants en MSTCF et en DESS, j'ai ainsi accédé en petit nombre à un enseignement de très haut niveau, mêlant expertise et technicité pointue, et bénéficiant d'un corps professoral très renommé. Ainsi Dauphine m'a en particulier apporté un bagage de connaissances académiques et techniques très complet, mais aussi une capacité de travail renforcée, de la rigueur et de la capacité à s'organiser pour mener de nombreux travaux en parallèle. Mon parcours a été ponctué de trois stages majeurs en entreprise et d'une expérience associative intense durant ces 5 années, grâce auxquels j'ai été très bien préparé pour aborder ma vie professionnelle.

Quelle a été votre contribution à la vie associative dauphinoise ?

J'ai beaucoup participé et apprécié la vie associative à Dauphine qui est un complément à la fois ludique et très formateur en acquisition d'expériences opérationnelles durant ses propres études. Responsable du sponsoring entreprises en 1985, je suis devenu Président de la 5ème course Spi Dauphine en 1986, avec près de 100 bateaux participants, en emmenant la course pour la première fois en Méditerranée, après les quatre premières éditions en Bretagne. Le cru 1986 eut un énorme succès ! J'ai aussi participé à plusieurs missions pour le compte de la Junior Entreprise de Dauphine en 1985 et 1986.

Etes-vous resté en contact avec des amis de l'université?

Oui, bien sûr. Je suis toujours en contact avec un bon noyau dur de l'équipe Spi Dauphine de 1985 et 1986. Je suis aussi très ami avec son Président fondateur Gilles Gasperment avec qui nous poursuivons ensemble aujourd'hui un partenariat professionnel dans le domaine de l'open innovation.

Une petite anecdote sur votre vie à Dauphine ?

J'y ai rencontré ma femme lors des cours du soir pour préparer l'intégration à la MSTCF. Beaucoup de mes prises de notes de cours étaient en fait des photocopies des siennes, me permettant de travailler pour la SPI Dauphine aussi en parallèle. Un vrai travail d'équipe qui se révèlera très efficace !

Quels conseils donneriez vous aux étudiants de Dauphine ?

J'ai trois conseils qui me semblent particulièrement importants. Tout d'abord, il est nécessaire de construire un parcours académique cohérent avec un fil directeur, des expériences de stage homogènes contribuant à nourrir une spécialisation sur laquelle les étudiants peuvent faire la différence. Il faut également bien expliquer leur projet professionnel pour mieux se vendre auprès des entreprises Ensuite, il faut travailler, apprendre le plus possible, disposer d'un background académique le plus complet possible dans sa filière, réussir l'étape du savoir, le savoir-faire et le savoir être venant davantage après en entreprises. Enfin, il est important d'être dynamique, entreprenant, collaboratif, connaitre Dauphine et son entourage, ses partenaires, participer activement à la vie associative, faire des stages, multiplier les expériences, développer ses réseaux, être curieux tout simplement ...

Propos recueillis par Adrien Bodenes, DEGEAD Talents 2

La monarchie a-t-elle un sens aujourd'hui ?

En 1793, la tête de Louis XVI est tranchée. C'est le début d'une alternative politique à la monarchie, la République. Et si aujourd'hui, Alliance Royale matraque que « 17% des Français verraient bien la fonction présidentielle occupée par un roi », vivre sous une monarchie paraîtrait, pour bon nombre d'entre nous, une évolution rétrograde. La monarchie reste pourtant en vigueur dans plusieurs pays, est-ce un régime politique dépassé au XIXe siècle ?

Un coût important

De ce point de vue, la couronne britannique fait office de mauvaise élève. Ses dépenses ont effectivement augmenté de 11 % en entre 2010 et 2015. La famille royale a effectué 63 voyages en 2014 pour un coût minimum de 10 000 livres chacun. Un aspect encore plus problématique est que ce coût entraîne des tensions entre les pays du Commonwealth : certains estimant mettre plus la main à la poche que d'autres. Selon une étude menée en 2016 par S. Punwasi, le coût annuel par habitant pour maintenir la monarchie est de 1,10 $US au Canada, 2,44 en Nouvelle Zélande, 1,04 au Royaume-Uni et 0,76 en Australie. Des écarts jugés injustifiés étant donné que la Reine a sa résidence principale au Royaume-Uni, mais que l'entretien de Buckingham est assuré par l'ensemble du Commonwealth.

Des scandales entachant la royauté

2012. La chasse à l'éléphant du monarque espagnol Juan Carlos alors en vacances au Botswana passe très mal auprès de ses sujets. Dans un contexte de crise économique sévère, s'adonner à un loisir chiffré à 37 000 euros a engendré des critiques compréhensibles envers un souverain qui semble déconnecté des réalités. C'est un peu le « S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche » des temps modernes.

Un peu plus récemment, en février 2015, Swiss Leaks révèle que le roi marocain, Mohammed VI, possède un compte bancaire, où reposent environ 8 millions d'euros, chez HSBC à Genève. Un comble quand on sait que les Marocains résidant au Maroc n'ont pas le droit de détenir de compte à l'étranger et que les autorités insistent sur le « patriotisme économique » en accordant des amnisties en cas de rapatriement de fonds marocains placés à l'étranger.

Un rôle certain

Si les monarques constitutionnels conservent l'essentiel du pouvoir – ce qui est le cas au Maroc et à Monaco – en monarchie parlementaire, le souverain n'a pas vocation à s'occuper des affaires de l'Etat. Pourtant, son rôle n'est pas uniquement cérémonial. Ainsi, chaque semaine, le monarque britannique et le Premier Ministre ont un entretien sans témoin ni enregistrement. Moment idéal pour la Reine qui a su donner son avis sur la politique, faire infléchir certaines positions, voire apposer son veto comme en 1999 concernant des frappes militaires en Irak.

D'une façon plus générale, le monarque parlementaire incarne la stabilité, l'unité d'un régime, ce qui est très frappant en Belgique où les divisions entre Wallons et Flamands sont prégnantes.

Un soft-power indéniable

La monarchie contribue grandement au soft-power du pays concerné, c'est-à-dire à sa capacité d'influence et de persuasion. Alors que David Cameron venait renégocier les termes de l'adhésion de la

Grande Bretagne à l'Union Européenne avec Angela Merkel, pour essayer d'éviter le Brexit, la présence de la Reine sur place a été jugée nécessaire. Selon le Financial Times, « les officiels britanniques [espéraient] que la présence émolliente de la reine [renforcerait] la bonne volonté » de la chancelière envers le Premier ministre.

Le mariage de Kate et William en 2011 a aussi contribué à ce soft-power. L'évènement a été suivi sur les télévisions du monde entier (9 millions de Français l'ont regardé selon Médiamétrie) et a rapporté de juteux bénéfices au pays que ce soit par la forte hausse du tourisme (600 000 visiteurs supplémentaires) ou la vente de produits dérivés.

Finalement il semble que oui, bien que critiquable, la monarchie reste un régime qui a un sens. En outre, n'oublions pas que Charles de Gaulle avait pensé notre Ve République comme une « monarchie républicaine », avec entre autres un Président arbitre qui dispose de pouvoirs étendus et de l'onction populaire grâce au suffrage universel direct.

Justine Moynat

Le volontourisme, le business du bénévolat

"Se sentir utile", "donner du sens à sa vie", "l'envie d'apprendre des autres", telles sont les motivations de plus en plus de jeunes qui partent chaque année en voyage humanitaire. Désormais, des organisations lucratives organisent à la carte votre voyage humanitaire, du pays au type de mission exercée, pour la modique somme de 2000 euros en moyenne pour 15 jours. Zoom sur ce nouveau phénomène : le "volontourisme" qui suscite aujourd'hui des controverses

Le volontourisme, un business grandissant aux effets controversés...

2 milliards de dollars de chiffre d'affaires selon le site La Presse, des marges de 30 à 40% sur les voyages organisés, une croissance de 13% par an, le volontourisme est définitivement un secteur économique florissant. Cependant, c'est cette motivation du profit au détriment parfois du bien être des populations locales qui fait polémique. Pierre de Handscutter, directeur de l'ONG Service volontaire international va même plus loin *"La misère, source de profit, est entretenue"*. Peut-on faire éthiquement des marges sur un voyage humanitaire ? Selon Peter Slowe, directeur de Projects Abroad, le débat autour du profit n'a en tout cas pas lieu d'être. *"Il y a des gens qui ont de l'argent à dépenser et on leur propose d'aider à améliorer la vie d'autres personnes. Qu'on gagne de l'argent au passage, ce n'est pas important : cette démarche est constructive"*. Cependant, selon *Go To Togo* (GTT), association dauphinoise entièrement bénévole *"il n'est pas certes impossible d'avoir une finalité sociale et bienfaisante tout en possédant un caractère lucratif qui permet à la structure de subsister. Les salaires dégagés doivent néanmoins rester des salaires de subsistance, et les projets de ces organismes doivent se former en fonction des besoins locaux"*. De plus, la transparence des fonds collectés est aussi controversée : quelle part des montants versés pour les voyages revient à la population locale ?

Une dénaturation du bénévolat ?

Ces voyages proposent parfois une forme de combinaison de vacances et assistance, comme les *"honeyteering"* (mix d'une lune de miel et d'un voyage humanitaire).

Finalement, dans ce genre de voyages, les bénévoles deviennent des clients, et parfois on s'adapte à leurs attentes plutôt qu'aux besoins des populations locales. Les réseaux sociaux ont aussi eu un impact sur l'engouement et sur le côté *"self-centered"* des voyages humanitaires. Des cars de bénévoles défilent ainsi, d'où cette impression d'impérialisme colonialiste, aussi surnommée le *"white savior complex"*. De plus, l'altruisme et la bonne volonté des bénévoles ne suffisent pas pour s'improviser médecins ou professeurs. Selon GTT, il est *"inutile de préciser que les effets de ces pratiques sont néfastes lorsque l'on parle de jeunes professeurs d'anglais qui se relaient pour des séjours de trois semaines, sans aucune notion de pédagogie ou de programme fixe. Eux, en repartent la conscience tranquille, enrichis, « changés », tandis qu'il n'ont rien apporté au pays d'accueil."* Anna McKeon de Better Volunteering pointe aussi l'attachement émotionnel de certains enfants aux bénévoles et leur sentiment d'abandon au départ de ces derniers. Les organisations volontouristes augmentent ce *"turnover"* des bénévoles et commercialisent le volontariat.

Les bénévoles deviennent des clients

Comment les organisations bénévoles réagissent-elles ?

Certaines ONGs à but non lucratif ont décidé de réagir face à cette pratique, qui nuit à la crédibilité de leurs projets. *"Solidarité internationale"* ou encore un compte Instagram *"Barbie Savior"* ont tourné en dérision les *"pseudos bénévoles"* qui y sont caricaturés. Néanmoins, comment différencier le volontourisme du "véritable bénévolat" ? Selon *Go To Togo* l'important est aussi de travailler en partenariat avec des ONGs de développement comme la Mission des Jeunes, pour cerner les besoins, fournir l'expertise locale et surtout évaluer l'impact des missions. Ensuite, le bénévolat c'est aussi mener des projets de long terme, contrairement à la ponctualité des missions volontouristes. GTT travaille également en amont pour lever des fonds (30 000 euros en deux ans), les voyages n'étant que la concrétisation d'un projet de long terme. Durant les missions, l'accent est aussi mis à *"veiller à ce que cet échange soit à bénéfices réciproques, en n'imposant pas un mode de développement"*. Ainsi, on peut se demander s'il faudrait mieux encadrer le tourisme humanitaire pour éviter les dérives ? Pourquoi ne pas créer un label pour certaines associations qui garantissent des voyages humanitaires, où les valeurs de solidarité, de partage et d'enrichissement mutuel sont préservées ?

Merci à *Claire Benoist-Lucy et Paul Chauvier* de GTT pour leurs témoignages.

Armelle Jouan
L3 Gestion

▲ *Flashez pour découvrir une interview de GTT !*

Des études vraiment supérieures ?

Que vaut l'enseignement supérieur français aujourd'hui ?

A la 39ème place du classement de Shanghaï, la première université française (UPMC) semble bien loin derrière les universités américaines. Au delà des reproches adressés à ce type de classement, les critiques fusent envers le système d'enseignement supérieur qualifié de "schizophrénique" (François Garçon). A la fois méritocratique et inégalitaire, sélectif et démocratique, que vaut l'enseignement supérieur français aujourd'hui ?

L'inflation des formations, le casse tête APB

La démocratisation scolaire a élargi les portes d'entrée dans l'enseignement supérieur, le but étant que 50% d'une classe d'âge soit diplômée d'une licence. Près de 65 000 étudiants supplémentaires se sont ainsi inscrits à l'université à la rentrée 2015. Cet afflux grandissant de diplômés sur le marché du travail a entraîné une sorte de course aux diplômes et une dévaluation de ces derniers. Le diplôme ne représente plus une garantie contre le chômage. En parallèle, face à cette "explosion" d'étudiants rallongeant leurs études, favorisée par le système LMD (Licence-Master-Doctorat), l'offre de formations post-bac s'étend. Cependant, la lisibilité et la compréhension de la très obscure plateforme APB (Admission Post Bac) pour accéder à ces formations est encore à parfaire. Des étudiants (aucun chiffre officiel) se retrouvent ainsi sans affectation, résultat d'une saturation de certaines filières ou d'un manque d'information sur les types et les attentes de certaines formations au sein des lycées. Cette asymétrie d'information se retrouve une année après le Bac : 43.8% ne passent pas en deuxième année d'études.

La France fait face à des problèmes structurels en matière d'éducation

Un système élitiste ?

Peut-on parler alors d'un système élitiste ? Le terme de "sélection par l'échec" est souvent employé, pour décrire l'accent mis sur les notes académiques d'un jeune au détriment du "potentiel". Cette rigidité est couplée à une inflexibilité du système qui rend difficile la possibilité de mener un cursus hétérogène et de composer un parcours à la carte. L'élitisme se retrouve aussi dans les mentalités, comme le dédain de la formation universitaire. Ainsi, seuls 20% des bacheliers mentions "Bien" et "Très Bien" vont à l'université. Néanmoins, le système s'assouplit, en témoignent les années de césure qui se généralisent progressivement et la recherche par les recruteurs de plus en plus des profils atypiques, ou encore l'ouverture progressive des écoles de commerce ou d'ingénieur.

Qu'en est-il de l'accessibilité financière des études supérieures pour garantir la mixité sociale ? Cette dernière est à double tranchant. D'un côté, la quasi-gratuité des universités et leur absence de sélection, couplées aux bourses versées par le CROUS, permettent l'accès au grand nombre et surtout évitent le surendettement des étudiants. Contrairement aux étudiants américains qui déboursent près de $50,000 par an, il "suffit" de payer environ 500 euros par an pour une année de licence (90% du budget des universités provient en effet de l'État). De l'autre, les frais d'inscription en master ou des écoles privées explosent, notamment à cause d'une concurrence exacerbée entre les établissements. Le prix est-il gage de la qualité d'une formation ? C'est un autre débat ....

Le diplôme ne représente plus une garantie contre le chômage

Faire face aux défis de l'internationalisation de l'enseignement supérieur

Le système français est-il en mesure de rivaliser avec les universités de l'Ivy League ou encore les excellentes universités asiatiques comme Singapour ? La France fait face à des problèmes structurels en matière d'éducation : le manque de moyens (grande expression politique), la scission entre l'enseignement et la recherche ou celle entre universités et business schools. D'un côté, les business schools et les écoles d'ingénieur semblent pouvoir s'adapter, se regrouper pour mettre en commun leurs ressources et s'internationaliser (fusion Supelec et Centrale). De l'autre, peut-on parler d'une crise de l'université ? Que faire pour garantir l'accès à des formations offrant des débouchés professionnels ? Faut-il augmenter la sélectivité à l'entrée de certaines formations ou au contraire serait-ce une entrave à la spécificité française de démocratisation scolaire ?

Armelle Jouan,
L3 Gestion

Regards étudiants sur les systèmes scolaires étrangers

Le système américain

◄ *Interview de Carson Wilmouth, étudiante en 2e année de Médecine à l'Université de Northwestern, à Chicago*

Quelles sont les spécificités du système universitaire américain ? Comment est-il organisé ?

Aux Etats-Unis, il n'y a pas de baccalauréat, mais un diplôme de ton lycée qui valide ton parcours scolaire, puisque l'enseignement supérieur n'est pas obligatoire. Cependant, pour entrer à l'université, il y a un dossier d'admission à travailler pendant tes deux dernières années de lycée (1ère et terminale) : il faut passer les examens du SAT (QCM de mathématiques et d'anglais) et monter son dossier Common App (l'équivalent d'APB). Il existe différents types d'universités : les universités publiques (d'Etat), les universités privées, les « college » (formation de 4 ans) et les « community college » (formation de 2 ans qui permet ensuite d'intégrer une université).

Quels sont les avantages du système américain ?

L'un des gros avantages du système américain, c'est qu'il permet de réussir et de grandir dans la société même si tu ne sors pas d'Harvard, ou d'une école prestigieuse. Ce système assure l'épanouissement des étudiants et offre beaucoup de connexions avec le monde des entreprises. Un autre avantage de l'enseignement supérieur américain est la vie sur le campus, qui fait rêver les étudiants du monde entier avec des associations en tout genre et un fort sentiment d'appartenance à l'université. De plus, les établissements disposent d'un grand nombre d'installations (gymnase, bibliothèque, laboratoire...) avec du matériel à la pointe de la technologie (matériel de recherche, équipement informatique, ressources numériques...).

Quels sont les inconvénients de ce modèle ?

Le système américain reste un système très élitiste. Les coûts de scolarité sont toujours extrêmement élevés et ne sont donc pas accessibles à tous. Un autre inconvénient est sans doute la complexité du système d'admission (Common App entre autres), surtout pour les étudiants étrangers, ce qui peut dissuader certains de postuler pour des universités américaines.

Par Adrien Bodénès, DEGEAD Talent

Le système anglo-saxon

► *Interview de Maxime Redstone et Camille Fattal*

Quelles sont les spécificités du système anglo-saxon ?

Au Royaume-Uni les universités sont sélectives et c'est le seul système, les meilleurs élèves ne vont pas en classe préparatoire mais dans les universités les plus réputées. Il y a une procédure unique à remplir, UCAS, une sorte d'APB anglais en plus facile, qui permet de sélectionner les universités. La sélection ne se fait pas sur dossier mais sur une lettre de personnalité, une lettre de recommandation d'un professeur et des notes prédictives aux examens.

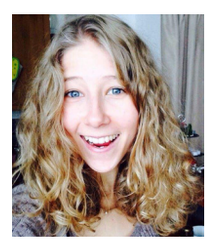
Quels sont les avantages de ce système ?

Je trouve qu'il est plus facile de s'orienter en Angleterre car il n'y a qu'une procédure à faire. De plus, il y a assez peu d'heures de cours, ce qui laisse du temps libre et de l'autonomie dans le travail, l'étudiant se gérer lui-même. Cela permet également de devenir plus indépendant, surtout parce que la plupart des étudiants vivent seuls en résidence.

Quels sont les inconvénients de ce système ?

L'autonomie est un avantage, mais c'est aussi un inconvénient car on pourrait être tenté de ne pas aller en cours. De plus, la procédure UCAS ne permet que 5 choix, si l'on n'est pas accepté, on ne peut pas aller à l'université. Enfin, il y a aussi le prix, car en Angleterre les études coûtent cher.

Le système polonais



► *Interview de Emilia Swieciochowska*

Quelles sont les spécificités du système polonais ?

En Pologne, le dossier compte énormément (plus qu'en France), il n'y a pas de concours et toutes les candidatures se font sur dossier. Le système est plus libre : notre choix d'études n'est pas du tout déterminé par notre filière au lycée. On peut faire médecine après une section littéraire par exemple. De plus, les horaires sont plutôt flexibles et permettent de choisir entre temps plein, alternance ou cours du soir, ce qui permet d'avoir un travail à côté.

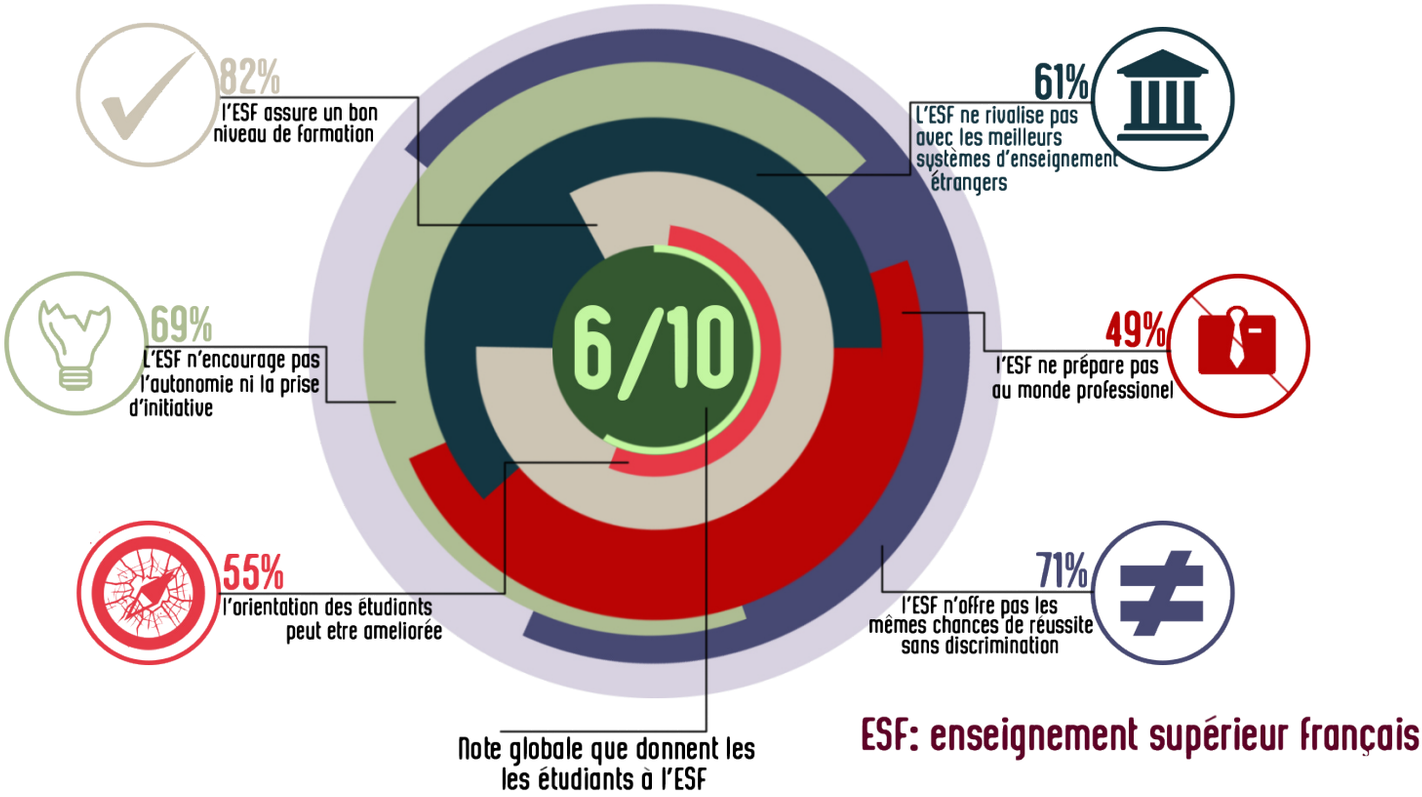
Quels sont les avantages de ce système ?

Un des grands avantages est que les études sont très ouvertes à l'international. Beaucoup de formations sont dispensés en anglais, notamment en médecine. Cela attire de nombreux étrangers qui viennent étudier en Pologne. Ça facilite également le départ à l'étranger des étudiants polonais.

Quels sont les inconvénients de ce système ?

Il y a très peu d'alternatives à l'université. Il n'y a pas de classes préparatoires ou de formation en deux ans comme un BTS, ce qui pose problème pour les élèves qui ne sont pas prêts à travailler en autonomie. Certains diplômes ne sont également pas reconnus à l'international.

Par Gabrielle Lévy, DEGEAD 1



▲ *Infographie par Pierre Adeikalam d'après un sondage mené auprès des Dauphinois*

Ces formations françaises qui ont la côte

Si le premier établissement français est loin derrière Harvard (1er) dans le classement de Shanghai, l'enseignement supérieur français est reconnu dans le monde par son excellence dans bien des domaines. Tour d'horizon de trois formations dont la réputation internationale n'est plus à faire.

Les arts visuels : d'Hollywood aux jeux vidéos

Des Minions à Assasin's Creed, la licence française en termes d'animation 3D est reconnue comme l'une des meilleures au monde. L'Ecole des Gobelins à Paris participe largement à ce succès : chaque année des bonnets d'Hollywood s'y bousculent lors des auditions des projets de diplôme pour repérer leurs futures recrues.

La finance de marché : les Frenchies à la City

Les français sont les mieux payés à la City (comparateur Emolument) et ce sont les diplômés de l'Ecole Polytechnique qui raflent le gros lot (plus de 100 000 euros annuels). Les compétences scientifiques et mathématiques des écoles d'ingénieurs françaises sont en effet très valorisées. Mais les diplômés de nos écoles de commerce ne sont pas en reste. Ainsi HEC est reconnu par le Financial Time comme détenant le meilleur Master Finance au monde pour la cinquième année consécutive.

La gastronomie : un rayonnement incontestable

L'école Ferrandi (Paris) est la référence dans le domaine de la gastronomie. Avec une sélection digne des Grandes Ecoles (un admis sur huit en cuisine, un admis sur onze en pâtisserie), l'établissement français fournit en personnel les plus grandes tables en France et dans le monde.

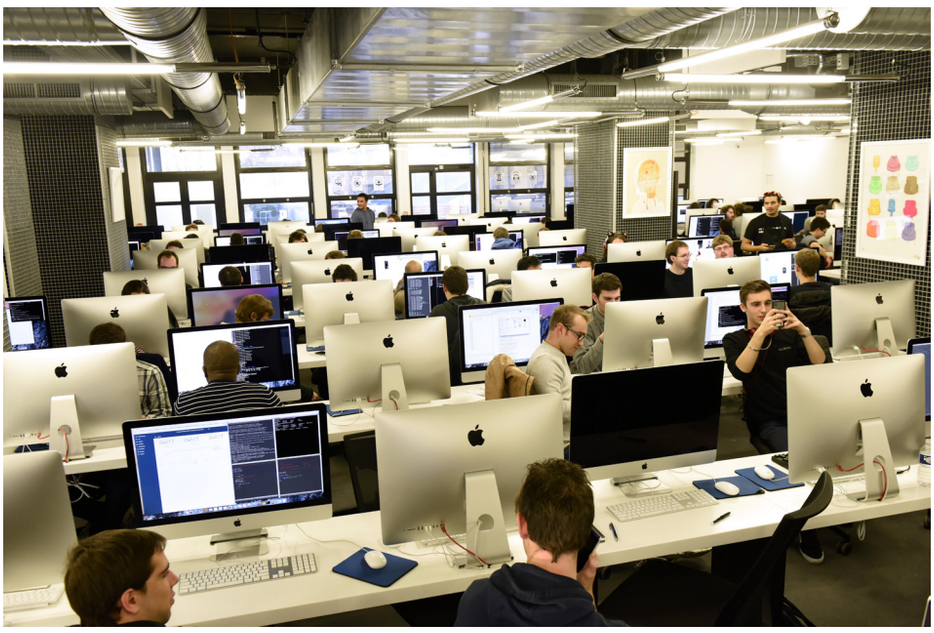
L'école Ferrandi fournit en personnel les plus grandes tables en France et dans le monde

A noter nos compétences en termes d'oenologie (ISVV), de musique (Ecole de lutherie de Mirecourt), de mode (Institut Français de La Mode) ou encore d'architecture (Ecole Boule) que le nombre de signes alloués à cet article ne permet malheureusement pas de détailler...

Julie Montaudouin
L3 GESTION

42, l'école qui casse les codes

Créer la formation de demain, c'est le pari que se sont donné les fondateurs de 42. « 42, c'est la première formation en informatique entièrement gratuite, ouverte à tous et accessible aux 18-30 ans » comme ils la décrivent eux-mêmes. Partant du constat que le système français ne fonctionne plus, car il n'a pas su s'adapter aux enjeux d'aujourd'hui, notamment dans le domaine du numérique, ils ont tout simplement décidé de le révolutionner.



Plus de conditions d'accès, de diplômes requis ou de concours traditionnel, pour entrer chez 42, il suffit d'avoir entre 18 et 30 ans, et d'être motivé. Le processus commence avec une inscription en ligne et des tests de logique et de mémoire. S'en suit la très particulière « piscine » : un mois passé dans les locaux de 42 à Paris où les candidats devront réaliser des projets, les rendre et les évaluer, et ce tous les jours, week-end inclus. Les plus téméraires pourront même dormir sur place. L'objectif ? Identifier les plus motivés et leur permettre de découvrir réellement l'école, mais aussi de rencontrer leurs futurs camarades.

Une fois l'épreuve de la piscine réussie, cette école ne ressemble à aucune autre. Pas de cours ou de professeurs, ce sont les élèves eux-mêmes qui réalisent les projets qui leurs sont proposés, aident leurs camarades ou encore évaluent leurs travaux. Ils doivent compter sur la force du groupe et être tour à tour formateur et apprenant. Les notes sont également proscrites, remplacées par un système de niveaux d'expérience, inspiré des jeux vidéo. Chaque étudiant développe ses compétences au fur et à mesure des projets, ce qui lui permet d'obtenir de l'expérience et de débloquer les projets suivants. « Apprendre a toujours été un jeu d'enfant... et continue de l'être à 42 ». Pour réaliser le cursus, pas de durée imposée, chacun progresse à son propre rythme et personne n'est en retard puisque le programme est entièrement individualisé.

Côté embauche à la sortie, les étudiants de l'école 42 n'ont pas de souci à se faire, la première promotion d'élèves s'étant même vu garantir un emploi avant d'avoir débuté sa formation. Sacrée meilleure école de code au monde en janvier 2016, 42 n'est pas en reste côté reconnaissance non plus. Elle semble réussir le pari fou d'une école 100% innovante, et consacre cette année son succès par l'ouverture d'un campus dans la célèbre Silicone Valley. Alors, a-t-on découvert à quoi ressemblera l'école de demain ?

Blanche Chatelon,
DEGEAD 2

▲ *Caricature Patrick Cohen*

« Hareng fumé à la confiture de fraises au petit déj', ça te tente ? » Découverte de la Norvège

La Norvège, un pays sublime

Confronté à ses multiples paysages, celui qui est venu en Norvège a sans doute vécu cette expérience du sublime. Le sublime renvoie aux notions de fascination et de terreur. « Luxe, calme et volupté ». Cette contemplation nous ramène à notre simple condition humaine. Face à une nature époustouflante, la créature ne peut que s'émerveiller de l'œuvre du créateur. L'œuvre du créateur paraît supérieure à celle de la créature : Paris, Rome ou Florence peuvent sembler bien fades après un séjour en Norvège.

Toutefois, si la magie opère, c'est bien parce que ce pays nous fait oublier notre triste métro parisien. Cette magnifique nature d'un jour pourrait rapidement devenir oppressante pour des citadins à qui les créations artistiques humaines manqueraient.

Le Norvégien, un être trop parfait ?

Des framboises en libre-service ? Premier réflexe : « Prends-les et casse-toi sans payer ! » Pas de portique pour le métro à Oslo ? « Badge ou pas badge, je peux rentrer, alors je rentre sans payer ! » Mais non… Les norvégiens font naturellement confiance aux gens et ne conçoivent pas qu'on puisse enfreindre la règle : pour eux, cela fait sens dans un monde où évoluent des individus rationnels. Un problème cependant : sans transgression, pas de créativité ! Comment penser *out of the box* si l'on ne conçoit pas que cela soit possible ou nécessaire ? Si l'on omet les splendides *Stavkirke* (églises médiévales en bois typique de Norvège) ou l'œuvre d'Edward Münch, leur création s'est plutôt réfugiée dans l'imaginaire à travers par exemple les mythes des trolls.

Un pays soucieux de l'héritage qu'il lèguera ? +

S'il est indéniable que la prospérité norvégienne résulte majoritairement de l'exploitation du pétrole, cela ne les empêche en rien d'être un pays qui suit une éthique et une logique soucieuse de l'environnement. Ainsi, leur fonds souverain – le *Government Pension Fund-Global*, premier fonds souverain avec 750 milliards de dollars de capitalisation – se retire de plus en plus d'entreprises ayant une mauvaise empreinte écologique ou qui offrent des salaires trop importants aux patrons au profit d'entreprises plus éthiques ou engagées dans la transition énergétique.

La dépaysante gastronomie norvégienne

Quand les animaux – entre autres veaux, vaches, moutons, brebis, agneaux, rennes, cerfs, baleines, saumons – ne sont pas en liberté, ils sont dans notre assiette. Au menu du petit-déjeuner : différents pains, hareng fumé à la confiture de fraise, œufs brouillés, fromage au caramel au beurre salé. Les nombreuses baies accompagnent souvent les plats. Ne comptez pas acheter votre *Aquavit* dans des supermarchés, cet alcool à la pomme de terre et au cumin se trouve dans les monopoles d'Etat qui regroupent tous les alcools au-dessus d'un certain pourcentage.

Afin que le viking que tu es en puissance le devienne en acte : viens vérifier la véracité de cet article en découvrant la Norvège, ses fjords, sa toundra, ses glaciers, ses ferrys en continuité des routes, sa gastronomie, sa population trop respectueuse des lois… Et fais l'expérience de l'adage scandinave qui suit : « Il n'y a pas de mauvais temps, il n'y a que des mauvais vêtements. »

Louis Roy
DEGEAD 1

La nouvelle Sagrada Familia

Voilà déjà 53 ans que Justo Gallego a commencé le chantier d'une immense cathédrale dans la banlieue madrilène. A 91 ans, l'incroyable bâtisseur semble toujours infatigable.

Seul. Sans formation. Illettré et sans argent. Justo Gallego est parti de rien et pourtant ! Son œuvre colossale est maintenant le joyau de Mejorada del Campo. Du haut de ses 35 mètres, l'édifice est le fruit d'une passion.

L'ouvrier, surnommé « Don Justo » est issu d'une famille paysanne. A l'origine destiné à devenir moine, il ne peut terminer son séminaire suite à une grave tuberculose. Il est ensuite recueilli dans un couvent pour être soigné. Après huit ans de combat contre la maladie, il sort enfin guéri de cette épreuve. C'est alors qu'il décide de dédier à la foi l'œuvre de sa vie : le 12 octobre 1961, il débute la construction de la cathédrale Nuestra Señora Del Pilar (ou « cathédrale de Justo »). Ses seules ressources : un terrain familial et sa volonté de fer. Mais attention, le bâtiment est tout sauf conventionnel ! Outre ses dimensions gigantesques, il est entièrement fait de matériaux de récupération. Telle une Sagrada Familia, il reste encore inachevé : Justo Gallego compte bien le léguer à l'Eglise catholique une fois sa construction terminée. Mais aujourd'hui heureusement, il est soutenu par de nombreuses personnes. Depuis 2005, son travail a gagné une réputation internationale après une campagne publicitaire de la boisson Aquarius. De nombreux mécènes lui proposent maintenant de l'aide. Le ministère de la Culture a été sollicité pour verser des fonds pour le projet. Enfin, le musée d'art moderne de New York a même consacré à la cathédrale une exposition photographique ! Certes, ce projet fou ne risque pas d'être terminé de sitôt. Justo Gallego sait qu'il ne vivra pas pour voir la fin des travaux. Peu importe. Il est heureux et son unique souhait est d'être enterré dans sa cathédrale. Une belle histoire qui a de quoi nous inspirer...

Hugo Garcia
DEGEAD 1

Le revenu universel, une fausse bonne idée ?

Suite aux divers débats des Primaires de la Gauche, il semblerait que l'idée du revenu universel se généralise peu à peu. Elle était également présente chez Les Républicains avec Nathalie Kosciusko-Morizet qui a su briser le tabou lors des débats. C'est le début d'une longue route où il va falloir considérer tous les aspects avant de décider si oui ou non on se lance dans l'aventure. La Plume vous aide à faire le point.

Premièrement, de quoi s'agit-il quand on parle de revenu universel ? Pour Samuel Bendahan, économiste suisse, il s'agit d'une « somme d'argent que chacun reçoit indépendamment de qui il est ». Un revenu inconditionnel donc, que l'on perçoit par le simple fait d'exister. Une idée qui hante les esprits depuis Thomas Moore mais qui ne s'est jamais réellement concrétisée, soit par volonté politique soit par faute de financements appropriés. Pourtant, sous l'Empire Romain, les esclaves touchent un revenu fixe conditionné à leur statut, du berceau à la tombe. Le premier exemple de revenu universel dans l'Histoire, surtout à des fins politiques pour empêcher toute révolte !

Dans une période où la croissance est au point mort et où le chômage structurel ne diminue que très faiblement, une part croissante de personnes tombent dans la précarité avec un revenu insuffisant pour vivre décemment. Le revenu universel apparait donc comme une solution pour mieux redistribuer les richesses, dans une France où le système social laisse environ huit millions de personnes dans la pauvreté. Si un tel débat prend de l'ampleur en ce moment, c'est justement que l'efficacité de notre système social est remise en cause.

Pour éviter d'encourager l'oisiveté, un argument phare chez les détracteurs du revenu universel, il faudrait que ce revenu soit insuffisant pour vivre. L'idée serait donc un revenu d'appoint permettant d'avoir plus de liberté sur son travail et ses choix de vie. Je veux réduire mon activité professionnelle pour me dédier à une autre tâche ? C'est possible, le revenu universel financera le complément. Favoriser l'initiative individuelle en somme. Une solution qui permettrait également de pallier le mauvais fonctionnement des aides sociales. Aujourd'hui, lorsque que l'Etat aide ses concitoyens, il exige des contreparties pour s'assurer que les aides soient distribuées en fonction du mérite. Le revenu universel s'exempte de cette logique : vous touchez une somme fixe tous les mois et vous en faites ce que vous voulez. Pas de contreparties, pas d'obligations sur la manière de dépenser cet argent.

C'est ici qu'intervient la contrainte financière. Pour que ce système ne fasse pas de perdants, il faudrait, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), verser à chaque adulte 785 euros par mois. Montant de l'addition, 480 milliards d'euros, soit 22 points de PIB ! La France, déjà championne en la matière, passerait à un taux de dépenses publiques équivalent à... 79 % du PIB ! C'est tout simplement trop pour l'Etat qui ne pourra pas s'affranchir de ses fonctions régaliennes, des retraites, de la santé et de l'éducation malgré le revenu universel. Pour que ce soit viable, l'OFCE préconise de diviser les aides sociales par deux.

Un revenu inconditionnel donc, que l'on perçoit par le simple fait d'exister.

La Finlande est le premier pays du monde à faire un pas en avant, avec un revenu universel, de 560 euros par mois, versé à partir de 2018. Reste à voir s'il aura les effets escomptés : à savoir la réduction des inégalités et une plus grande liberté dans la vie des finnois.

Jonathan Cohen, DEGEAD 1 et Olivier Pasquier, M2 Diagnostic économique international

Le crépuscule de la vérité.

« Bhééé », c'est le bruit du nouveau bouc-émissaire désigné par les politiques : les médias. Véritable «Tribunal de l'Inquisition » pour Fillon, « Quelle indignité ! (...) Vous n'avez pas honte ? (...) C'est une honte.» pour Sarkozy, chacun à sa manière esquive les questions embarrassantes. Aujourd'hui, nombreux sont les politiques qui s'attaquent à cette menace que représenteraient les medias. Ces vilains medias qui manipulent la population ! Rappelons toutefois que les médias leur sont vitaux.

Les sources d'information se sont diversifiées et tant mieux ! Les réseaux sociaux permettent à tous de s'exprimer avec une facilité presque déconcertante. Des propos mensongers peuvent même avoir plus de visibilité que ceux d'experts qui connaissent réellement le sujet. Sauf qu'au lieu de servir la démocratie sous le principe fondamental de liberté d'expression, cet outil semble parfois avoir l'effet inverse, d'où vient ce paradoxe ?

▲ *Nadine Morano relayant des images d'Europe de l'Est et non de la "Jungle" de Calais*

La désinformation comme instrument politique.

L'important pour certains politiques n'est pas la quête de vérité, c'est-à-dire une recherche de l'adéquation entre l'énoncé et la réalité. Ce qu'ils veulent, c'est instaurer un climat de peur, tromper les individus. Un exemple récent sont les intox du FN sur les « privilèges » des migrants par rapport aux Français, véritable concaténation d'inepties et de messages trompeurs. L'objectif n'est pas l'information, mais la manipulation.

Vérité : « Mais t'es où ? Pas là »

Les politiques mentent ? Les citoyens mentent ? Rien de nouveau. Ce qui est nouveau, c'est l'indifférence généralisée qui semble s'être installée dans notre société vis à vis du mensonge. Les figures importantes répètent leurs mensonges préférés à longueur d'interviews alors que les interviewers les laissent réciter ces contre-vérités. Sorte d'accord tacite et malsain passé entre journalistes et personnalités, comme s'ils s'étaient mis d'accord pour berner la population. Pourquoi dès lors s'embêter à arrêter de mentir, d'autant plus que l'important n'est pas d'avoir raison mais d'avoir raison de l'autre. Et puis, qui les reprendra ? Presque personne à part quelques originaux du « système », rongés par l'éthique, qui se seraient égarés avec la vérité comme objectif...

Que faire dès lors pour lutter contre la désinformation ?

On voit se multiplier des initiatives pour lutter contre cette pandémie: Facebook qui annonce des mesures pour lutter contre la désinformation et ses conséquences, le « label » de faits vérifiés dans Google News, « Le Vrai/faux de l'éco », « Desintox » de Libération, ou plus anciennement les « Décodeurs » du Monde dont le slogan est « Revenons en aux faits ».

Toutefois, qui est apte à décider ce qui est vrai ou faux ? Cette question se pose d'autant plus dans un contexte où certains se désinforment en ayant l'illusion de se « réinformer ». La vérification des faits en conforte quelques uns dans leurs positions, mais où vérifier ?

"La vérité est comme le soleil. Elle fait tout voir et ne se laisse pas regarder" Victor Hugo

Certains voient par exemple dans l'élection de Trump l'échec du fact-checking. C'est en réalité l'échec du peuple : l'échec du peuple qui s'attache trop souvent à l'anecdotique, pour qui la vérité est simple et immédiate. Le fact-checking ne peut pas tout. Même une fois les mensonges relevés, souvent rien ne change

▲ *Samuel Laurent, responsable des "Décodeurs*

pour les menteurs, il est déjà trop tard...

C'est donc au lecteur, au citoyen, de prendre ses responsabilités, confronter les sources, vérifier, penser.

Victor Hugo avait raison : **«La vérité est comme le soleil. Elle fait tout voir et ne se laisse pas regarder».** Si nous souhaitons profiter de l'ambivalence porteuse d'espoir du mot crépuscule, ce dernier désignant aussi l'aube, il faut impérativement remettre en cause ce rapport dangereux que nous entretenons trop souvent avec la vérité.

Louis Roy,
DEGEAD 1

Jeux Olympiques à Paris en 2024 : L'évidence

Il est loin le temps où Paris accueillait deux fois en près de 20 ans les Jeux Olympiques modernes, alors recréés et réinstaurés par le français Pierre de Coubertin. Après les défaites des candidatures pour les Jeux de 1992 (à Barcelone), 2008 (à Pékin) et 2012 (à Londres), le projet pour les Olympiades de 2024 semble, au contraire de ces échecs, solide et bien préparé en tout point. Des idées ambitieuses et novatrices, des dépenses revues à la baisse et une mobilisation médiatique : la ville lumière paraît bien partie pour faire de l'ombre à son principal concurrent, Los Angeles.

Un budget raisonnable et raisonné

L'atout principal de la candidature de Paris réside dans son budget très raisonnable, valorisant des infrastructures déjà existantes. Un budget de 6 milliards d'euros est prévu pour la totalité de l'événement, soit la moitié du coût des Jeux de Londres en 2012. Celui-ci comprend le budget COJO (Comité d'Organisation des Jeux Olympiques) de 3 milliards d'euros, qui se veut incompressible : transport, hébergement des athlètes, accueil des médias, factures d'énergie... La principale économie se trouve donc dans les infrastructures. L'objectif est d'assurer une continuité dans leur utilisation et donc ne pas laisser des constructions à l'abandon comme ce fut le cas à Athènes, dont les bâtiments tombent dans le délabrement depuis les Jeux de 2004.

Ainsi de nombreuses installations déjà existantes pourraient accueillir l'Olympiade en 2024 : le Stade de France, le Parc des Princes et le centre nautique de Vaires-sur-Marne notamment. La construction et la rénovation des aménagements reviendra à environ 145 millions d'euros et sera en partie utilisée pour la remise à niveau de plusieurs sites comme le stade Pierre de Coubertin, les terrains d'entrainement ou encore la piscine de Marville. Peu de projets de construction sont prévus : une seconde Arena de Bercy, un centre aquatique près du stade de France et le village olympique. L'ensemble de ces travaux devrait se tenir sur une courte période, un argument de plus au souvenir des travaux titanesques de Pékin qui avaient en partie paralysé la métropole chinoise pendant plusieurs années.

Des soutiens nombreux et un engouement populaire

La ville de Paris peut aussi compter sur de nombreux soutiens médiatiques de personnalités qui souhaitent l'aider dans sa candidature. Tony Estanguet, membre élu de la commission des athlètes du Comité International Olympique et ancien kayakiste triple médaillé d'or olympique, résumait la situation ainsi : *"Nos athlètes français ont un vrai travail car ils sont sur les terrains du monde entier. Il faut qu'ils incarnent cette candidature et cette ouverture, pour donner envie à un maximum de pays de vouloir venir à Paris en 2024."* Le discours a été entendu par nombre de grands champions français qui se réunissent autour du projet : la mobilisation est totale et tous les sports sont représentés. Entre Nicolas Batum (basket-ball), Mathieu Bastareaud (rugby), Laura Flessel (escrime), Renaud Lavillenie (athlétisme), Marie-José Perec (athlétisme) ou encore Laurent Blanc (football), ce sont plus de 150 sportifs qui ont publiquement apporté leur soutien à la candidature de Paris et mobilisent les membres de leurs fédérations respectives. Les organisateurs ne manquent d'ailleurs pas d'idées pour surfer sur cette dynamique. Ainsi, plus de 1.5 millions de bracelets « *Je rêve des Jeux* » ont été imprimés dans le but d'être vendus ou distribués dans les clubs sportifs d'ici à l'élection de la ville hôte en 2017. La création de comptes officiels de la candidature sur les réseaux sociaux permet aussi d'entretenir la mobilisation populaire avec toujours plus de photos de personnalités affichant publiquement leur enthousiasme à la candidature de la ville lumière. Les résultats semblent encourageants, puisque selon un sondage de TNS Sofres, près de 66% des Français et 67% des Parisiens soutiennent le projet.

Le comité d'organisation semble avoir su tirer des leçons de ses derniers échecs et c'est une candidature solide qui est présentée pour l'organisation des Jeux en 2024. Le projet a de réelles chances d'aboutir tant les détails ont été préparés à l'avance. Toutefois, Los Angeles reste un concurrent sérieux qui a lui aussi des arguments à revendre. D'ici l'élection, tout reste encore possible, pour le meilleur comme pour le pire. Réponse à Lima le 11 septembre 2017.

Paul de Viry,
DEGEAD 1

Mais qui pourra les arrêter ?

Fort d'une première demi-finale européenne pour les dames, le handball français dans son ensemble ne cesse de progresser et de s'imposer au niveau mondial comme une véritable école de référence. Depuis les Jeux Olympiques d'été de Barcelone en 1992, la France truste régulièrement les podiums, souvent sur la plus haute marche pour les hommes, qui n'en finissent plus d'enraciner ce sport dans la culture populaire, et augmentent, à chaque nouveau tournoi, sa côte de popularité en France.

Des « Barjots » aux « Experts », la domination sans partage du handball français

JO de 1992, à Barcelone. Arrivés dans le dernier carré du tournoi olympique, après avoir battu dès le match inaugural le cador espagnol, les joueurs français décident unanimement, à l'heure d'affronter les favoris suédois, de se teindre en blond, pour détendre l'atmosphère et oublier la pression. Même si cela ne suffira pas pour créer un miracle (défaite des Bleus face aux Suédois), cela marquera le début de l'épopée des « *Barjots* », qui durera jusqu'aux prochains Jeux, ceux d'Atlanta en 1996. Cette équipe de France sera celle qui suscitera en premier l'intérêt et l'engouement du grand public pour un sport qui jusque-là n'était réservé qu'à une poignée d'initiés. Les bons résultats s'enchaînent : médailles olympiques, champions d'Europe, puis du Monde, vainqueurs des Jeux méditerranéens. Rapidement, les Français se prennent de sympathie pour cette bande de potes, un peu excentrique, mais tellement solidaire et enthousiasmante. Portés par un Jackson Richardson absolument extraordinaire, les Bleus marchent sur l'eau pendant ces quatre ans, et créent une véritable dynamique et soif de victoire, qui continuent aujourd'hui. Aux « *Barjots* » ont ainsi succédés les « *Costauds* », dynastie ponctuée par l'or olympique à Pékin en 2008, puis les « *Experts* » de Nikola Karabatic entre autres, vainqueurs de sept compétitions majeures en huit ans. Voilà enfin un sport collectif où l'équipe de France est attendue à chaque grande compétition internationale, et où elle ne déçoit jamais. La France est devenue depuis une vingtaine d'années « *l'ogre mondial* » du handball, et c'est certainement l'une des raisons qui explique l'intérêt populaire récent mais important autour de ce sport.

Une formation de qualité, en concordance avec un véritable projet dont est imprégné l'ensemble du système.

Seulement, l'attractivité ne fait pas tout. Si la France domine le handball mondial depuis deux décennies c'est avant tout parce que son système de formation est extrêmement performant et permet un renouvellement quantitatif et qualitatif sans difficulté. Tous suivent le même cursus instauré par la fédération : pôle espoir puis centre de formation. De plus en plus souvent dirigés par d'anciens professionnels, connaisseurs du haut niveau, les pôles espoirs permettent aux jeunes de concilier le plus longtemps possible études et sport intensif. Puis pour les plus talentueux d'entre eux se présente l'étape primordiale du centre de formation, aux exigences beaucoup plus importantes. Les clubs français, aux moyens inférieurs à leurs homologues allemands par exemple, ont ainsi choisi de mettre

l'accent sur la formation. Et cela porte ses fruits puisqu'à l'heure actuelle, la quasi-totalité des internationaux français est issue de centres de formation hexagonaux. Le système de formation tricolore apparaît comme une structure complète et cohérente, qui accompagne les jeunes handballeurs dans leur progression, tout en essayant de concilier aussi longtemps que possible leur carrière en devenir avec les études. Le résultat : de bonnes performances, et un dynamisme qui se retrouve aussi bien chez les hommes, que chez les femmes. En effet, après leur superbe victoire au championnat du monde, en 2003, les Françaises sont parvenues, avec une génération presque entièrement renouvelée, à décrocher pour la première fois de leur histoire une médaille olympique, l'argent comme leurs homologues masculins, aux Jeux Olympiques de Rio, cet été, à la suite d'un superbe parcours. Enfin, outre la qualité de l'effectif et l'attractivité de ce sport, mêlant solidarité et âpreté physique, le rôle-clé est celui du sélectionneur-entraîneur national. Ce n'est ainsi pas le fruit du hasard si la période de bons résultats des Bleus coïncide avec une longévité hors du commun des deux sélectionneurs nationaux : Olivier Krumbholz pour les dames est en poste depuis 1998, et Claude Onesta pour les hommes depuis 2001. C'est à eux qu'il revient de concilier ego de stars et collectif, et de veiller à ce que la soif de victoire reste intacte, et ce malgré la facilité avec laquelle ils ont su remporter les différents tournois internationaux auxquels ils ont participé.

Si le handball français a connu tant de succès depuis la fin des années 1990, c'est avant tout grâce à un système de formation ayant peu d'équivalents dans le monde, mais aussi grâce à la stabilité des sélectionneurs nationaux, qui peuvent véritablement imposer leur vision du handball à l'ensemble du système, de bas en haut de l'échelle, et travaillent maintenant en toute confiance, tant les résultats français sont excellents depuis une vingtaine d'années et plaident pour eux.

Malgré ses 500 000 licenciés environ, bien peu comparé aux plus de 2 millions que compte le football en France, le handball parvient à se démarquer sur la scène internationale, et voit chaque année son nombre de licenciés augmenter, boosté par les bons résultats des équipes de jeunes également (U19 masculins successivement champions d'Europe et du monde en 2014-2015...)

Reste à souhaiter, pour le bien et la diversité du sport français, que cette dynamique se poursuive le plus longtemps possible pour, pourquoi pas, devenir à terme ce qu'est au basketball le « *Team USA* ». C'est bien parti pour, et comme le disait justement Claude Onesta : « *La première qualité d'un entraîneur n'est-elle pas d'être entraînant ?* ».

Théo Anfossi,
DEGEAD 1

Les élections : politiques ou polémiques?

Le cycle 2016 - 2017 est chargé en élections et en enjeux. A l'élection présidentielle américaine de novembre 2016 se succède celle du président français en mai 2017. On connaît le résultat des élections américaines et les débats qu'elles ont suscité : après la victoire de Trump, l'issue des présidentielles françaises sera observée attentivement. On pourrait croire que, avec la dernière crise économique, la lutte internationale contre le terrorisme ou encore la nécessité de s'occuper à l'échelle mondiale des problèmes environnementaux, les élections devraient donner lieu à de nombreux débats à propos d'économie, de convictions politiques et de mesures sociales. Pourtant, ne consacrent-elles pas plutôt la culture de l'instant, la polémique et le buzz ?

Dorénavant, les politiciens accordent autant d'importance à leurs conseillers en communication qu'à leurs experts en économie. Aux États-Unis, les débats se sont limités à la critique d'un personnage et de ses déclarations pour Hillary Clinton et, pour Donald Trump, à attaquer le plus de minorités possible. Côté français, les principaux faits relatés par les médias lors des primaires de la droite étaient les récentes déclarations de Nicolas Sarkozy sur les frites à la cantine ou le prix d'un pain au chocolat selon Jean-François Coppé. Bien sûr, il y a aussi eu des articles de fond sur les programmes des candidats mais, ce qui est retenu par les électeurs, c'est qu'un pain au chocolat ne coûte pas 15 centimes et que Coppé ne pourra jamais faire boulanger. Dans le même esprit, chacun sait qu'Emmanuel Macron a postillonné sur tout le monde lors de son dernier meeting mais on connaît beaucoup moins bien ses idées.

Seule les personnes réellement intéressées par la politique connaissent les différents programmes des candidats, et ils sont loin de représenter la majorité des électeurs. Si bien que les politiciens, pour s'adapter à l'électorat, travaillent plus leur communication que leurs idées. L'important c'est de faire parler de soi, « il n'y a pas de mauvaise publicité ». Les élections sont régies par les lois du marché, elles ont une logique marketing, chaque candidat essayant de développer sa marque et de la promouvoir. La seule différence ? On ne vend pas un produit mais une personne et une idéologie. Chaque candidat a une image parfaitement fignolée, une certaine position, un ton de voix, un regard bien travaillé pendant ses interventions publiques, pour avoir l'air « sûr de soi » et éviter de paraître « mou » comme il l'a été reproché à François Hollande ou Alain Juppé par exemple.

Le problème est à double sens : les politiciens rendent les élections plus polémiques que politiques, réduisant l'importance des idées de fond, mais ils le font pour répondre à une demande des électeurs, plus intéressés par le buzz que par les programmes.

Si les journalistes se concentrent de plus en plus sur l'immédiat, qu'ils délaissent le fond pour de l'information qui n'en est pas vraiment, c'est parce que c'est leur meilleur moyen de vendre. Dans une société où rentabilité est le « maître mot », les journalistes se soumettent au lectorat, lectorat qui ne fait plus l'effort de comprendre, de chercher à lire derrière les lignes de la communication fallacieuse des politiciens, de connaître quels sont réellement leurs objectifs. La triste réalité est qu'une grande partie des français vont voter pour un candidat sur un coup de tête et manifesteront ensuite contre leur cher élu une foi que celui - ci essaiera de reformer le pays.

Si l'on reconsidère la victoire de Trump, le constat est assez dramatique. Dans un pays qui se veut grande civilisation mondiale, leur dirigeant a gagné les élections en ne faisant qu'alimenter les polémiques sur les minorités, les femmes et les étrangers. Finalement, pour se faire élire, il semble suffire de dire aux gens ce qu'ils veulent entendre, c'est à dire essayer de parler le plus possible de sécurité et de dette de l'État, un thème qui revient souvent en France, certain politiciens abusant de cet argument alors que le problème est en réalité plus complexe. Il ne faut pas aussi oublier d'insister sur le fait d'être un candidat hors système, ça marche plutôt bien en ce moment. Enfin, faire un peu de chauvinisme, ça ne fait jamais de mal : le monde attends la France, il faut un leader charismatique capable de tenir tête aux dirigeants etc...

Louis Fonteneau,
DEGEAD 2

Les bébés allemands, une ressource en voie de disparition ?

La crise ? En Allemagne ?

Un taux de chômage au plus bas, un solde budgétaire positif, un tissu industriel ultra compétitif... Ah, l'Allemagne, ce modèle économique parfait que l'on envie tant à Angela Merkel. Attendez une minute ! *Parfait ?* Pas tout à fait. Si l'Allemagne a bien un point faible, c'est son taux de croissance démographique, négatif (-1,7%). Le vieillissement de la population, notamment lié à l'augmentation de l'espérance de vie, s'accompagne d'un taux de fécondité sous la barre des 1,38 enfants par femme : trop faible pour assurer le renouvellement générationnel. Le pays fait donc face à une crise démographique, qui, si elle n'est pas encore économiquement préoccupante, risque bien de le devenir dans les années à venir.

Le pays fait donc face à une crise démographique, qui, si elle n'est pas encore économiquement préoccupante, risque bien de le devenir dans les années à venir.

Mais pourquoi les allemands font-ils si peu d'enfants ?

L'amélioration de la médecine et la démocratisation de la contraception ont entraîné une chute de fécondité dans les années 70. À cela se sont ajoutés l'émancipation féminine et l'allongement de la durée des études, qui ont permis aux femmes l'accès à de réelles opportunités de carrière.

Pourtant, les mêmes facteurs sont réunis en France, me direz-vous.

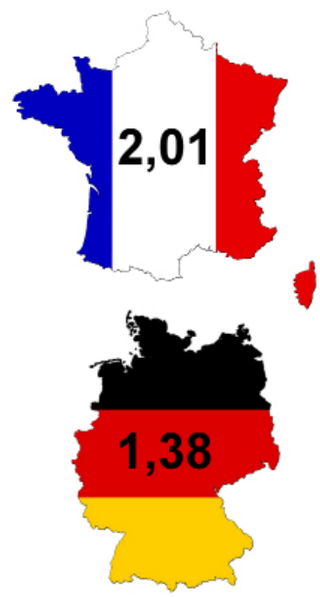
Il est vrai, à l'exception près que nous nous débrouillons mieux ici en matière de prise en charge des enfants en bas-âge. Une allemande bénéficie par exemple d'un congé maternité de 8 semaines après la naissance et de 13€ d'indemnités journalières contre 10 semaines et jusqu'à 83€ d'indemnités pour une française. La différence n'est pas forcément énorme à côté des 52 semaines dont profite une anglaise, mais le problème, c'est qu'en Allemagne, l'école n'est obligatoire qu'à partir de six ans et rares sont les crèches et les nourrices. Sans compter la méfiance qui réside vis-à-vis des structures d'accueil. Ajoutons à cela les tensions sur le marché du travail : une femme qui part en congé maternité n'est pas sûre de retrouver son poste à son retour.

Pire encore, les allemands sont, d'une certaine manière, restés assez traditionnels dans leur conception de la famille. Aller travailler, alors qu'on a de jeunes enfants peut être synonyme d'abandon. Entendez ici la très mal perçue « Rabenmutter » (mère corbeau). Ainsi s'opposent la bonne mère au foyer et la *working girl* sans enfants.

Pire encore, les allemands sont, d'une certaine manière, restés assez traditionnels dans leur conception de la famille.

De manière générale, un choix de vie entre deux options généralement incompatibles semble s'imposer aux femmes allemandes : privilégier sa carrière professionnelle ou sa famille.

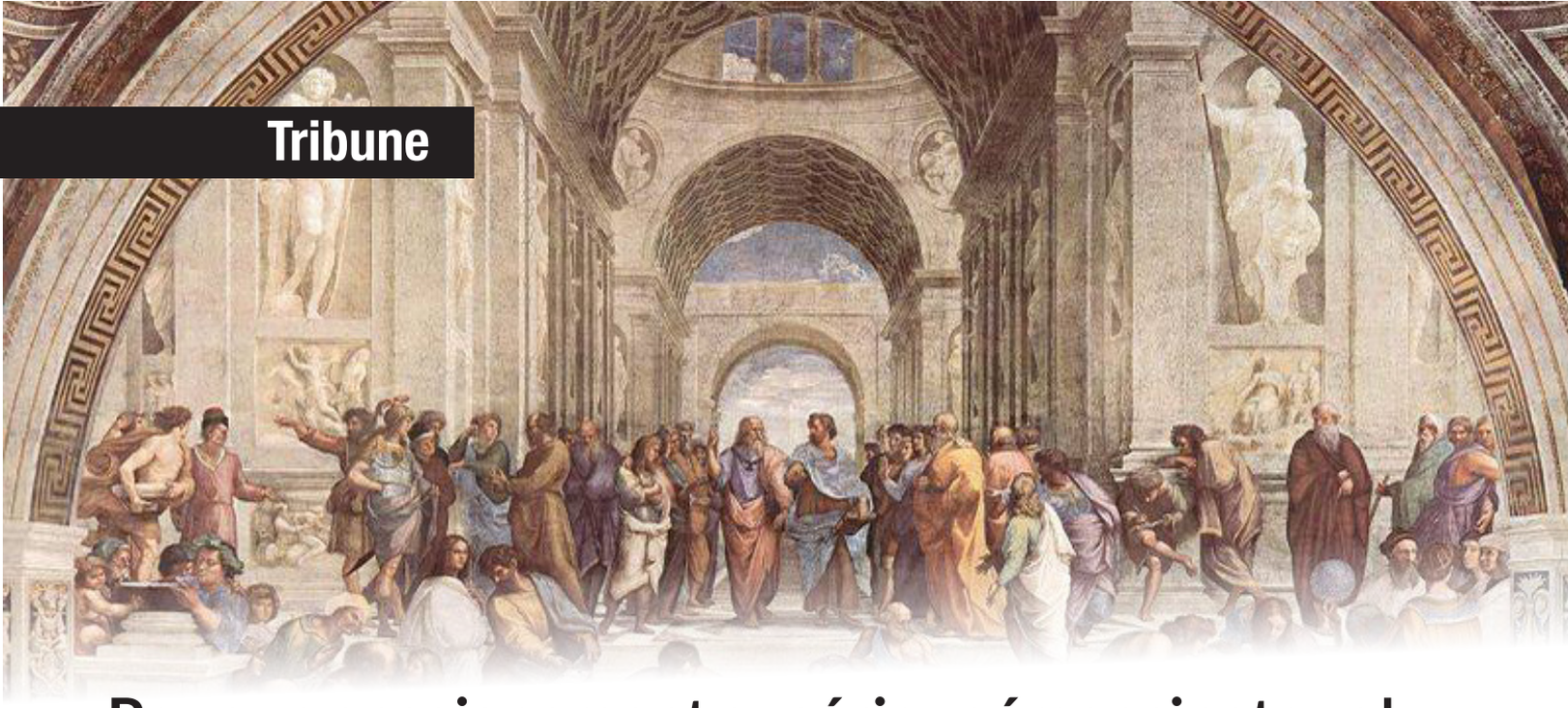
Taux de fécondité en Allemagne et en France en 2014



Évidemment, ce changement démographique risque de poser problème à l'économie allemande dans un futur presque immédiat. Qui financera les retraites ? Comment pallier au manque de main d'œuvre ? L'immigration est-elle la seule solution ? Comment changer les mentalités ? Quelles politiques mettre en œuvre pour pousser les allemands à faire plus d'enfants ?

Autant de véritables défis auxquels le gouvernement allemand saura trouver, on l'espère, des solutions.

Elisa Aidan,
DEGEAD 1



Tribune

Pour un enseignement supérieur émancipateur !

Durant l'Antiquité, seuls les individus libres avaient la possibilité d'accéder au savoir, au travers des écoles. Les esclaves et l'immense majorité des femmes étaient alors exclus de ce système et affectés à des tâches ménagères ou agricoles. Au Moyen-Âge, dominé par le pouvoir spirituel, l'enseignement était axé sur la recherche de la vérité et du divin. Avec la révolution industrielle du XIXème siècle, le développement d'une nouvelle forme d'organisation du travail, les progrès techniques induits et le besoin grandissant d'une main d'œuvre qualifiée ont conduit à la création de grandes écoles, d'ingénieur puis de commerce, et à la démocratisation de l'enseignement primaire.

Cette évolution a laissé des traces sur notre vision et nos attentes vis-à-vis de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, qui ne s'est jamais attardé sur les salaires à la sortie pour choisir un établissement plutôt qu'un autre ? La professionnalisation, aussi importante qu'elle soit, ne devrait pourtant pas être l'unique objectif affiché par les établissements de l'enseignement supérieur.

La clef de l'émancipation des individus réside dans le retour à un enseignement intellectuel et critique au sein de nos universités de sciences de gestion. L'objectif est simple : former des citoyens complets, à savoir experts sur des sujets précis, techniques et, surtout, culturels. Malheureusement, nous avons trop souvent tendance à opposer pragmatisme et intellectualisme. Réfléchir n'est pas une niaiserie. Au contraire, il s'agit d'une force pour les travailleurs que nous serons. Est-il nécessaire de rappeler qu'un manager, au-delà d'une vision globale en sciences de gestion, doit nécessairement accumuler des connaissances en sciences comportementales et acquérir une capacité réflexive afin de mener à bien ses missions ? Inscrire au coeur de l'université la démarche intellectuelle permet donc de façonner des individus dont le pragmatisme est alimenté par la réflexivité : cette dernière fait émerger le doute et par un processus de distanciation par rapport à la réalité nourrit l'action de l'être humain.

Pourtant, tout changement de paradigme éducatif nécessite une refonte de la pédagogie. En effet, en plus de transmettre des connaissances, l'enseignant doit, tout comme Socrate, faire accoucher les âmes - des étudiants - et leur montrer le chemin de l'émancipation intellectuelle. Au-delà de l'accumulation d'information, c'est donc la question de son traitement qui se pose. Contrairement à la production de têtes bien remplies qui conduit à la systématisation du bachotage, avec des têtes bien faites, l'avantage est clair : amener par exemple des étudiants en sciences économiques à la critique des modèles enseignés, tout en maîtrisant les aspects techniques essentiels.

Historiquement, mathématiques, sciences physiques et philosophie sont intrinsèquement liées. Mère des sciences, cette dernière a irrigué les deux autres mais dans une moindre mesure la gestion et l'économie. Notons tout de même qu'une démarche de rapprochement disciplinaire entre sciences humaines et sciences de gestion a déjà été initiée à PSL par la création à l'ENS d'un diplôme propre en Humanités et Management. Faiblement ouverte pour le moment, cette formation semble être une première étape vers une intersectionnalité académique enrichissante. L'enjeu sera alors de démocratiser cette pratique.

A l'heure où notre société post-industrielle traverse une crise politique et intellectuelle profonde, la capacité à remettre en cause les dogmes établis et à les dépasser au travers de l'action individuelle constitue l'axiome premier de l'émancipation. C'est pourquoi il faut un enseignement supérieur ouvert sur les problématiques de la société qui fournisse des outils intellectuels puissants contribuant ainsi à l'émancipation de tout un chacun.

Juba Ihaddaden,
L3 EIF

Top Grand Froid

Avec ce froid hivernal saisissant qui se fait sentir partout dans la capitale, et qui pourrait vite nous pousser à tord à l'hibernation, il est grand temps d'aller déguster, au chaud.

Mamie Gâteaux : le plus Gourmand

Ah, la fameuse cuisine de grand-mère ! Ses crumbles croustillants, ses délicieuses tartes au citron et ses incontournables fondants au chocolat. Nostalgique ? Qu'il s'agisse de la petite salle cosy et chaleureuse du salon de thé-restaurant ou de la carte imprimée aux couleurs d'un cahier d'écolier, tout est fait pour se sentir comme chez soi Il est l'heure de faire revivre ses plus tendres souvenirs gourmands le temps d'une pause chez Mamie Gâteaux.

Plus d'infos :
Prix : plats aux alentours de 10€ et pâtisseries à 5€
Horaires : 11h30 – 18h00 du mardi au samedi
Coordonnées : 66 Rue du Cherche-Midi, 75006 Paris

Le Bar Ourcq : le plus Détente

Canal Saint-Martin et Le Bassin de la Villette, le calme de leurs berges et le charme de leurs ponts, le Bar Ourcq se situe justement dans ce havre de paix. Eté comme hiver, il s'impose comme le rendez-vous parfait pour un moment de convivialité. Les jours de grands froid, tu apprécieras te réchauffer autour de leur fameux vin chaud. Idéal pour les soirées étudiantes, entre amis aux budgets serrés.

Plus d'infos :
Prix : Bières à 2€ 50
Horaires : 15h – 22h du jeudi au dimanche
Coordonnées : 68 Quai de la Loire, 75019 Paris
Accès : Laumière (ligne 5)

Rachel's : le plus Raffiné

Le nouveau restaurant de l'américaine Rachel réussit à rassembler tout ce qui nous rend nostalgique ou envieux des US : leur cuisine savoureuse et épatante (rien à voir avec un fat DoMac) ! Les matinaux pourront se laisser séduire pas leur impressionnante carte de brunch, mais ce qui a rendu Rachel so famous, ce sont ses fameuses pâtisseries ; cheesecake, pecan pie, carrot cake, key lime pie ou encore simple crumble...

Plus d'infos :
Prix : Hot Dog à 5€, sandwich gourmet à 18€
Horaires : ouvert toute la semaine, jusqu'à 22h30 le vendredi et samedi
Coordonnées : 25 Rue du Pont aux Choux, 75003 Paris
Accès : Saint-Sébastien – Froissart (ligne 8)

Offre réservée aux Dauphinois

80€ OFFERTS

Pour l'ouverture d'un compte chez BRED Espace Grandes Ecoles avec La Plume

- Une convention **premium gratuite** la première année
- Une carte premium **offerte**
- Un **nombre illimité** de paiements et de retraits par carte **à l'international** dans votre forfait Bred Planet
- Votre assurance habitation **à 1€** la première année
- Un **découvert gratuit** sous 30 jours
- Une gestion du compte **en ligne** avec un espace dédié

Conseiller dédié Kwarfo ASARE

Agence GRANDES ECOLES
4 route de la Pyramide, 75012 Paris
Tél. 01 56 71 67 82 – 01 56 71 67 51
kwarfo.asare@bred.fr

BRED ESPACE GRANDES ÉCOLES

Offre valable pour toute première ouverture de compte avec une convention dédiée jeunes Grand'zé.

BRED Banque Populaire Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit, au capital de 683 808 254,28 euros - 552091795 RCS Paris - Ident. TVA FR 09 552 091 795. Siège social : 18, quai de la Rapée - 75604 Paris Cedex 12.
Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 608. Août 2016